

MUR - MURES aux frontières

journal mural contre les frontières et la politique de la peur

février
2020

RÉVOLTE DANS UN CAMP DE L'ONU AU NIGER

Aux portes du Sahara au Niger, Agadez est devenue, sous la pression de l'Union Européenne, un poste de contrôle des mouvements de population. L'UE cherche ainsi à délocaliser les contrôles dans des pays loin de l'Europe et à sous-traiter à ces états la "gestion" des migrations. **C'est ce qu'on appelle l'externalisation des frontières.** À Agadez, une grosse partie de l'économie locale s'est effondrée avec la loi de 2017 interdisant l'aide à la migration. En effet, les migrations au Niger sont une réalité historique (et d'ailleurs peu de gens passant sur le sol nigérien vont vers l'Europe) et plus de 60 000 personnes vivaient des activités liées aux migrations.

Depuis 2017, plus de 1.500 demandeurs d'asile attendent d'obtenir un statut de réfugié dans un camp du HCR (Haut Commissariat de l'ONU aux Réfugiés) à Agadez. Une partie d'entre eux a été évacuée de Libye vers le Niger, d'autres ont réussi à fuir la Libye, l'esclavage et les conditions inhumaines qu'elles vivaient dans les prisons pour migrants. Rappelons que la détention massive de migrant·e·s et la violation de leurs droits dans un pays en pleine guerre civile comme la Libye ne relèvent ni de la tragédie ni de la fatalité : ce sont les conséquences directes des politiques cyniques de l'UE.

Dans ce contexte, le HCR participe activement aux politiques anti-migratoires de l'UE en maintenant des milliers de personnes dans des camps le plus loin possible de l'Europe. Cet **encampement généralisé** résulte des choix de l'UE en matière de gestion de l'immigration.



UNHCR
The UN Refugee **Prison**

Le 16 décembre dernier, plus de 1000 demandeurs d'asile ont manifesté puis tenu un sit-in devant le siège du HCR. Elles exigeaient l'accélération du traitement de leurs dossiers et dénonçaient les conditions de vie dans lesquelles ils sont maintenus.

« Nous ne pouvons plus rester dans ce camp. L'environnement est hostile, nous sommes en plein désert : les maisons sont en taule, n'arrivent pas à nous protéger du sable et des moustiques. L'été, la chaleur y est insupportable, et l'hiver, comme en ce moment, le froid est tout aussi dur. »

« Nous ne comprenons pas pourquoi nous sommes encore au Niger, et n'avons aucune information sur l'évolution de notre dossier depuis 2 ans. De plus, l'État nigérien a déjà expulsé nombre d'entre nous vers le Soudan ou la Libye, malgré le risque qui y règne, en contradiction totale avec les lois internationales »

« Nous avons été patients face aux promesses de régularisation, mais nous n'y croyons plus. À présent, nous voulons simplement partir vers un pays sûr. »

Le 4 janvier, les forces de l'ordre ont expulsé violemment les gens participant au sit-in et les ont ramené de force dans le camp du HCR. Révoltés, plusieurs centaines de manifestants ont mis le feu aux tentes qui leur servent de toit. 290 "habitations" ont été réduites en cendres. 350 manifestant·e·s, suspecté·e·s d'être les "meneurs de l'incendie", ont été arrêté·e·s et interrogé·e·s par la police.

Plutôt que de répondre à leurs revendications, le HCR a choisi la répression... Ainsi, la représentante du HCR n'a pris aucun engagement concernant l'avancement des dossiers de demande d'asile. Par contre, elle a tenu à afficher sa solidarité avec les autorités locales, procureur, gouverneur et forces de sécurité...



FAMILLES À LA RUE : OCCUPONS LES ÉCOLES !

Depuis 4 ans, à Lyon, le collectif Jamais Sans Toit et les familles sans logement se mobilisent pour faire appliquer le droit à l'hébergement. Tous les hivers des écoles sont occupées par les familles dans l'attente de solutions durables.

Actuellement 5 établissements sont occupés sur la Métropole Lyonnaise. Grâce à la mobilisation, 42 familles ont obtenu des places d'hébergements d'urgence. A Grenoble aussi de nombreuses familles sont à la rue.

QU'ATTEND-ON POUR OCCUPER LES ÉCOLES ICI AUSSI ?

**JAMAIS
SANS TOIT**

MUR - MURES aux frontières

journal mural contre les frontières et la politique de la peur

Février
2020

GILETS NOIRS CONTRE ELIOR

Communiqué du 26 janvier 2020

APRÈS AVOIR OCCUPÉ L'AÉROPORT ET LE PANTHÉON, LES GILETS NOIRS ONT DÉCIDÉ DE SE DÉFENDRE CONTRE LES PATRONS EN ATTAQUANT ELIOR, UNE GRANDE ENTREPRISE QUI EXPLOITE LES TRAVAILLEURS SANS-PAPIERS EN LES FORÇANT, SOUS LA MENACE DE LA DÉPORTATION, À NETTOYER, CUISINER OU FAIRE LA PLONGE DANS DES LIEUX DE TORTURE DES IMMIGRÉ·E·S : COMMIS-SARIATS, TRIBUNAUX, PRISONS POUR ÉTRANGER·ÈRE·S, PRÉFECTURES, ETC.

APRÈS UNE OCCUPATION DU SIÈGE D'ELIOR, D'UNE BOUTIQUE NESPRESSO ET DE L'HÔTEL IBIS DE BASTILLE - 2 CLIENTS D'ELIOR, ILS ONT DÉCIDÉ D'ATTAQUER COLLECTIVEMENT ELIOR AUX PRUD'HOMMES, CAR CONTRE L'HUMILIATION, L'AUTO-DÉFENSE IMMIGRÉE FAIT FEU DE TOUT BOIS.

Le 12 juin, nous avons occupé le siège d'Elior à La Défense, numéro 4 mondial en restauration collective. On a négocié 2 fois. Sur les centaines de Gilets noirs exploités par Elior, ils ont pris 23 dossiers pour donner seulement 10 documents de régularisation et rien n'est abouti.

Pendant la 1re négociation, ils ont promis des cerfas, mais ont en fait licencié plusieurs camarades. Ils ont menti et ont attaqué les Gilets noirs pour les casser. Il faut nous défendre.

Avec des camarades de la CNT-SO, nous avons déposé deux séries de plaintes aux Prud'hommes contre Elior et ses clients. Nous exigeons :

- la ré-intégration de tous nos camarades licenciés
- la signature d'un protocole de négociation pour l'obtention des documents nécessaires
- la fin immédiate de la collaboration d'Elior avec les lieux de torture des immigré·e·s

Nous n'avons pas peur. Ils nous font perdre notre temps, on va leur faire perdre de l'argent.

Nous n'arrêterons pas de lutter tant que nous n'obtiendrons pas ce qui nous est dû. Nous cherchons et attaquons tous les clients d'Elior, tous les complices.

Nous sommes solidaires de celles et ceux qui sont en grève et qui s'organisent. Nous sommes dans la rue avec nos camarades. Nous sommes et serons de toutes les luttes qui s'attaquent aux patrons et à l'État. Nous menons une campagne pour attaquer le système raciste qui fabrique des sans-papiers et les exploite. Nous sommes partout où un·e immigré·e subit une injustice.

Partout dans les stades, les hôtels, les écoles, dans les centres bus, dans les prisons, les boutiques de luxe à Paris et partout en France, Elior et ses clients exploitent les immigré·e·s sans-papiers.

Elior a des clients partout et nous les connaissons tous. Nous allons tous les attaquer. On s'est déjà attaqué à Nespresso le 3 décembre. Aucun patron ne sera laissé tranquille.



Nous menons des actions de collages visant tous les clients et partenaires d'Elior, nous irons dans tous les lieux qui exploitent les immigré·e·s.

L'ÉTAT ET SA POLICE, ELIOR ET SES CLIENTS SONT RESPONSABLES DU SYSTÈME QUI TORTURE LES IMMIGRÉ·E·S. LE RACISME D'ÉTAT DONNE UN SENTIMENT D'IMPUNITÉ À ELIOR ET À TOUS LES EXPLOITEURS QUI FONT LA CHASSE AUX GILETS NOIRS. MAIS QUAND ILS COUPENT UNE TÊTE, DES CENTAINES REPOUSSENT.

ELIOR EST UNE TRÈS GRANDE SOCIÉTÉ, MAIS NOUS LES GILETS NOIRS, SOMMES PLUS GRANDS.

BRÈVES

A BAS LES CRA !

Il y a de plus en plus de luttes en CRA. A Vincennes, un bâtiment entier est inutilisable suite à un incendie le 4/02. Plus d'infos sur abaslescra.noblogs.org

ARRESTATIONS À L'ÉCOLE !

Depuis octobre 2019, la police a recommencé à venir chercher des enfants dans les écoles pour expulser des familles. Ces pratiques avaient cessé depuis 2012, il va falloir reprendre la lutte !

MORTS AUX FRONTIÈRES !

Dans le cadre de la journée internationale des morts aux frontières le 6 février, une manif a eu lieu à Grenoble regroupant 300 personnes.

ÉGLISE OCCUPÉE!

Depuis le 21/02, des jeunes majeurs sans logement occupent l'église St Paul à Grenoble. Ils demandent des papiers, un toit et le droit de continuer leur formation ! « Nous n'avons pas d'autres choix. Nous dormons dehors. Nous sommes là pour nous faire entendre. »

Ce journal est réalisé à Grenoble pour diffuser des infos, actualités et analyses sur les frontières européennes : une guerre, avec son armée (Frontex), ses logiques impérialistes et ses relais médiatiques. Ces frontières sont partout à travers les contrôles, les rafles, le harcèlement et l'humiliation. Ce journal défend la liberté d'installation et de circulation pour tout·e·s et s'inscrit dans les luttes contre le racisme et le colonialisme